



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Discours du Premier ministre François FILLON

Clôture du Forum des Entrepreneurs

- Hanoi, vendredi 13 novembre 2009 -

FRANÇOIS FILLON

Monsieur le vice-Premier ministre, mesdames et messieurs, quand l'axe de la terre vacille, notre devoir collectif, c'est de reconstruire un monde stable. La crise économique, le bouleversement du climat, nous sommes confrontés ensemble à des défis qui sont des défis historiques. Nous devons construire une mondialisation plus juste, nous devons préserver notre planète commune, nous devons regarder au loin, nous devons être conscients du jugement que l'avenir portera sur nous. La France prend ses responsabilités, elle les a prises lorsqu'elle avait l'honneur de présider l'Union européenne, elle les prend dans le cadre du G20, elle les prendra bientôt au sommet de Copenhague. Je sais que le Vietnam les prend aussi, au niveau national comme au niveau international. Je sais que le développement remarquable du Vietnam le conduira à peser de plus en plus dans la gouvernance mondiale et je crois que le Vietnam et la France, ensemble, peuvent faire beaucoup dans ce monde bouleversé qui exige de nous à la fois une action urgente et une réflexion pour l'avenir.

Je le crois, parce que nos deux pays ont des relations marquées par une grande richesse et par une très grande profondeur. Ces relations trouvent leurs racines dans une histoire ancienne, encore plus ancienne que l'époque coloniale qui nous a rapprochés et séparés. Depuis, nous avons donné au monde un exemple de paix et de réconciliation. Nous pouvons maintenant donner au monde un exemple de partenariat stratégique entre l'Orient et l'Occident. Nous pouvons être pionniers dans le développement des liens entre l'Asie et l'Europe. Nous avons des relations historiques, culturelles, économiques, elles proviennent de notre héritage commun, mais ce sont aussi des relations d'avenir. Cette longue visite au Vietnam a pour moi une très grande importance, d'abord parce qu'elle me permet de prendre toute la mesure de nos relations, parce qu'elle est l'occasion d'y inscrire une nouvelle étape, c'est en effet la première fois qu'un chef du gouvernement est reçu ici en visite officielle.

Mais c'est à titre personnel mon 2^{ème} séjour et je sais d'expérience que le Vietnam ne cesse de changer. C'est d'ailleurs à peine si j'ai reconnu les rues d'Hanoï où il y a 15 ans, l'on ne circulait guère qu'à vélo. Le dynamisme du Vietnam est impressionnant, il est en train de devenir l'un des grands pays émergents, il va compter de plus en plus sur la scène mondiale. Depuis quelques années, son économie connaît un essor remarquable, cet essor est largement dû à la politique que vous avez appelée la politique de « la voie du renouveau » dans laquelle le Vietnam s'est engagé en 1986. Elle a donné d'excellents résultats, elle a aussi abouti, en 2007, à l'entrée du Vietnam dans l'Organisation Mondiale du Commerce à laquelle la France était favorable depuis longtemps. Toutes nos relations doivent désormais prendre acte de cette montée en puissance de l'économie vietnamienne.

Par cette visite, je veux dire à quel point la France est attentive à ce « nouveau Vietnam », à ce « nouveau Vietnam » qui est en train de devenir pour nous, pour l'Asie, pour les pays du monde entier, un partenaire capital. C'est d'abord notre politique de coopération que nous sommes en train de réorienter. Cette politique est ancienne, elle doit rester vivante et pour cela, elle doit accepter de se moderniser. L'éducation, l'innovation technologique, le développement durable : il faut faire du Vietnam et de la France des partenaires de haut niveau dans tous

les secteurs d'avenir. Nous avons signé hier deux accords intergouvernementaux qui concrétisent particulièrement bien ces orientations, le premier est un accord sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ; l'autre apporte le soutien de la France à la création d'une université des Sciences et Technologies à Hanoi. Ces accords, avec les autres que nous avons signés, sont le fruit des démarches que nous avons entreprises à l'occasion de la visite en 2007 du Premier ministre vietnamien à Paris.

Mais il faut aussi dire la vérité, comme vous l'avez fait je crois ce matin à plusieurs reprises, nos échanges économiques ne sont pas à la hauteur de nos politiques de coopération et ils le sont encore moins si l'on se réfère à nos liens culturels et à nos liens historiques. Nos exportations stagnent et nos parts de marché s'érodent depuis les années quatre-vingt-dix. La France ne profite pas assez des opportunités offertes par la croissance vietnamienne. Je sais que le Vietnam a des relations économiques très importantes avec les partenaires de sa région, c'est un facteur de stabilité autonome qu'il est hors de question naturellement pour nous de contester. Mais je crois aussi que nos entreprises ont une offre et une expertise qui peuvent répondre aux besoins que le Vietnam rencontre au fur et à mesure de son développement. Je pense aux atouts dont disposent les entreprises françaises dans le domaine de l'énergie, de l'environnement, des transports, des infrastructures et des services financiers.

Je crois qu'il serait regrettable que nous laissions passer la chance de multiplier et d'intensifier des liens qui sont des liens utiles pour la France comme pour le Vietnam. Toutes les pistes qui peuvent être améliorées, qui peuvent améliorer nos partenariats doivent être explorées, c'est le principal objectif de ma visite. Je crois en particulier qu'il nous faut une plus grande visibilité, il est nécessaire que les entreprises vietnamiennes et les entreprises françaises se connaissent mieux. Leur mise en relation doit être facilitée. Nous avons créé, il y a quelques années, un Haut Conseil de la coopération économique, ce Haut Conseil a joué un rôle utile mais il n'a pas été à la hauteur des espérances que nous avons mises dans sa création. Eh bien ! Nous sommes en train de le rénover, nous voulons qu'il associe plus étroitement les entreprises et nous avons décidé du côté français d'en confier la présidence à un membre du gouvernement, Anne-Marie IDRAC.

Je crois aussi que nous devons favoriser ensemble la sécurité juridique, instaurer un environnement plus favorable aux affaires, écarter les obstacles qui peuvent entraver le commerce bilatéral. Nous avons tous les moyens de produire ensemble une réflexion exemplaire dans ce domaine, par exemple avec la Maison du Droit franco-vietnamienne que j'avais eu l'occasion de porter sur les fonts baptismaux en 1993, et qui va organiser la semaine prochaine la première conférence francophone régionale sur le droit des technologies de l'information et de la communication. Je crois enfin que nous pouvons nous appuyer sur les réussites que je suis heureux de saluer aujourd'hui devant vous : l'aéronautique d'abord, VIETNAM AIRLINES est devenu un très important client d'AIRBUS. Et avec les contrats qui ont été conclus hier, cette relation reposera désormais sur plusieurs piliers : la formation des pilotes, la création d'un centre de maintenance et un véritable partenariat industriel. Je pense au domaine spatial, nous avons signé une convention

de financement pour un microsatellite EADS-ASTRIUM, dont nous espérons qu'il pourra être lancé par ARIANESPACE, dont je veux souligner devant vous que cette entreprise européenne a bien plus de la moitié du marché des lancements de satellites civils dans le monde. Je pense aux transports et en particulier au projet de métro de Hanoi et de tramways à *Hô-Chi-Minh-Ville*, et je veux saluer les progrès décisifs qui ont été accomplis sur ces deux projets. Parce qu'ils nous indiquent au fond la direction à suivre pour demain, cette direction c'est la multiplication des partenariats dans le domaine de l'économie verte. Ces projets de tramways et de métros vont accompagner la croissance du Vietnam, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Avec ces projets, plus d'un million de tonnes de CO² par an pourraient être économisées, c'est-à-dire l'équivalent des émissions de 400.000 véhicules individuels neufs.

Avec le développement rapide de l'urbanisation, le Vietnam est confronté à de nouveaux défis, j'ai évidemment d'abord évoqué les transports, mais il y a aussi l'eau, l'assainissement. Je connais la mobilisation des autorités vietnamiennes sur ces enjeux qui sont des enjeux environnementaux et sanitaires absolument essentiels. La France dispose de compétences reconnues dans ce domaine, elle a les entreprises les mieux placées dans le monde. Elle a aussi inventé des modes de gestion innovants qui associent le public et le privé, eh bien ! Je suis convaincu que ces modes innovants peuvent répondre tout particulièrement aux besoins d'un pays comme le Vietnam, qui souhaite faire toute sa place au secteur privé tout en affirmant très clairement le rôle de la collectivité publique comme garante d'un progrès partagé. Et naturellement dans ce domaine, je vous invite à faire appel à des experts français qui seront plus à même de vous proposer le cadre juridique nécessaire à ces partenariats, que des experts américains ou japonais qui n'en ont jamais pratiqués. Dans tous les secteurs du développement durable, nos entreprises ont des savoir-faire déjà anciens et nous travaillons sans relâche à en développer de nouveaux. Nous sommes en pleine mutation de notre modèle de développement, nous ne renonçons pas à la croissance mais nous voulons une croissance qui soit plus respectueuse de l'environnement. Protéger l'environnement et relancer la croissance, aujourd'hui au fond c'est la même chose, c'est le même combat. C'est un enjeu économique pour nos entreprises qui ont de ce fait de nouveaux marchés à conquérir, c'est un défi pour notre recherche, pour notre formation et enfin, c'est une chance pour l'emploi, nous pensons que grâce à ces activités nouvelles c'est près de 600.000 emplois nouveaux qui seront créés en France d'ici 2020.

Nous avons de nouveaux partenariats industriels à inventer mais nous avons aussi des décisions politiques à prendre. Je crois que le Vietnam et la France peuvent se saisir ensemble des occasions de renouveau que la crise économique et les bouleversements climatiques nous imposent. Cette crise et ces bouleversements nous obligent à prendre conscience de ce qui n'allait pas dans le monde tel qu'il était. Ils nous forcent à travailler tous ensemble avec la plus grande efficacité possible. Ils exigent de nous de l'inventivité et de la solidarité que nous avons peut-être perdues en pensant que les marchés allaient d'eux-mêmes nous livrer clés en mains un monde meilleur, comme si les Etats n'avaient plus de décisions à prendre, plus de chemins à tracer, plus de responsabilités à assumer. La vérité c'est que la France n'a jamais

vraiment cru à un tel désengagement, la vérité c'est que la France a plusieurs fois mis en garde ses partenaires au cours des dernières années, aussi bien sur le climat que sur la dérégulation financière. Eh bien ! Les événements nous ont montré que nous n'avions pas tout à fait tort.

A Copenhague, la France entend bien se tenir une nouvelle fois aux avant-postes des pays responsables. L'enjeu des négociations est simple, il est en même temps très ambitieux et il est très difficile à atteindre mais il est absolument nécessaire. Cet enjeu, c'est limiter l'augmentation de la température à 2°C au-dessus des niveaux préindustriels. Toutes les régions sont concernées et nous n'avons de chance d'aboutir à ce résultat que si nous engageons un effort planétaire sans précédent. Cet effort, bien entendu les Etats industrialisés sont les premiers à devoir le faire, et je veux vous dire que nous en sommes parfaitement conscients. Au moment de la présidence française, l'Union européenne s'est engagée sur une réduction de 20 % de ses émissions de gaz à effet de serre en 2020 par rapport à 1990. Ça n'est pas simplement un engagement politique, c'est un engagement juridique que les 27 Etats membres de l'Union européenne ont souscrit. Cette réduction pourrait d'ailleurs être portée à 30 %, si l'accord que nous allons obtenir à Copenhague est suffisamment ambitieux et si nos partenaires industrialisés – je pense naturellement aux Américains, aux Japonais, aux Chinois, aux Indiens – prennent des engagements de réduction comparables aux nôtres. Mais cet effort, il faut aussi que les pays en développement y apportent leur contribution. Et cette contribution, elle doit être adaptée à leurs capacités. Contre l'urgence climatique, je veux vous dire qu'aucun pays n'a le droit de se dérober à ses responsabilités.

Evidemment, tout cela aura un coût et l'Europe est prête à assurer sa juste part du financement international, à condition que tous ses partenaires fassent de même. La France défendra dans cette négociation l'équité, elle soutiendra le principe d'une contribution universelle qui bénéficierait en priorité aux pays les plus pauvres, mais qui inciterait à lancer des politiques respectueuses de l'environnement. Il nous faudra des financements qui soient à la hauteur de ces défis considérables, il faudra que nous innovions en utilisant par exemple une partie du revenu des enchères de quotas carbone, mais nous savons que cela ne suffira pas. Outils de prévision, ressources, adaptation des montants, nous avons beaucoup d'éléments à créer et à développer. Mais il faudra surtout que ces financements servent à promouvoir les technologies d'une croissance verte, partout dans le monde. Il est en effet impératif que le développement global n'entraîne pas la destruction des ressources naturelles de la planète, je pense en particulier à la forêt. Ce sera l'un des sujets de Copenhague, l'objectif c'est de réduire de moitié la déforestation en 2020 et de l'arrêter en 2030. La communauté internationale devra apporter une aide technique et financière aux pays qui sont concernés et dont les ressources ne permettent pas aujourd'hui d'assumer pleinement cette responsabilité. Je crois aussi que Copenhague ne pourra être un succès que si nous sommes capables de mettre en place une véritable gouvernance mondiale. Une gouvernance qui devra associer sur un pied d'égalité tous les pays concernés, qui devra rationaliser les efforts internationaux, qui devra veiller au respect des engagements pris. Je suis convaincu que seule la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement permettra d'atteindre pleinement ces objectifs et de faire

en sorte que Copenhague ne soit pas la répétition des erreurs et des échecs qui ont suivis Kyoto.

Mais cette coopération mondiale, elle a également besoin d'être devancée, d'être soutenue, d'être encouragée par des coopérations bilatérales entre les pays des différentes régions du monde. Beaucoup d'éléments sont réunis aujourd'hui pour que le Vietnam et la France donnent l'image d'une relation exemplaire en faveur de l'avenir de la planète. Le développement économique du Vietnam lui impose des besoins énergétiques de plus en plus grands, avant dix ans le Vietnam sera importateur d'énergies fossiles. De son côté, la France a été confrontée à une situation finalement assez similaire, nous n'avons plus de charbon depuis longtemps, nous avons peu de ressources fossiles et nous avons dû développer des solutions techniques particulières qui nous garantissent une croissance relativement économe en carbone. Dans les secteurs qui contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre : l'efficacité énergétique d'abord, les énergies renouvelables, l'énergie nucléaire, l'agriculture durable, le reboisement ; dans tous ces secteurs-là, les entreprises françaises ont un savoir-faire reconnu. Ces compétences, nous sommes prêts à les partager avec vous, nous sommes prêts à transférer des technologies au Vietnam. Ça concerne l'atténuation des émissions et l'adaptation de nos modes de vie, mais ça concerne aussi la captation du carbone sur laquelle nous continuons à travailler d'arrache-pied. Ce sont des thèmes auxquels je sais, Monsieur le vice-Premier ministre, combien le Vietnam est sensible. Je veux saluer le courage et la responsabilité de votre pays qui, avec l'Indonésie, se place aux avant-postes de l'ASEAN et (j'ai envie de dire même) aux avant-postes des pays du Sud dans leur ensemble, par les initiatives qu'il a prises dans la lutte contre le changement climatique.

Il faut dire que le Vietnam a conscience des enjeux, parce que le Vietnam est l'un des pays les plus directement confrontés aux effets du réchauffement. Je sais qu'une augmentation du niveau de la mer aurait des conséquences dramatiques dans la région des Delta, et les typhons Ketsana et Miranae (qui ont tout récemment frappé le Vietnam) nous rappellent que nous devons engager toutes nos forces dans la lutte contre les dérèglements climatiques. Face à cette menace, vous avez lancé un plan d'une exceptionnelle ampleur, je souhaite que l'Agence Française de Développement soutienne fortement cette initiative, je souhaite aussi que ce soit l'occasion d'étudier de nouvelles formes de financement. Le prêt direct de l'Agence Française de Développement au groupe Electricité du Vietnam, pour la construction du barrage hydroélectrique de Huoi Quang, représentera une première innovation financière.

Dans quelques jours, le Forum économique et financier franco-vietnamien se tiendra à Ha Long. Il a pour thème « énergie et développement durable » et il aura précisément pour mission de réfléchir aux nouvelles formes d'investissement que nous impose la lutte contre le changement climatique. Le défi climatique exigera des investissements considérables, nous ne pourrons pas lancer les grands programmes nécessaires à la réduction des émissions de carbone sans concevoir des mécanismes financiers qui incitent à les engager. Et je me réjouis que nos deux pays travaillent ensemble sur ces sujets essentiels, comme je me réjouis qu'ils puissent donner l'exemple des partenariats économiques de demain. Les relations entre la France et le Vietnam, d'une certaine façon, expérimentent déjà un certain nombre de solutions que nous allons proposer à Copenhague. Mesdames et Messieurs, vous nous avez proposé ce matin de réfléchir sur deux thèmes : les défis d'une croissance

durable ; et les outils d'un nouveau partenariat entre la France et le Vietnam, évidemment ces deux thèmes sont liés. Notre partenariat est nouveau parce que nos défis sont nouveaux, et notre partenariat est nouveau parce que le Vietnam change, parce que le Vietnam devient un grand pays émergent, parce que le Vietnam est un pays qui a des responsabilités et qui les assume dans le monde. C'est une grande satisfaction pour moi de sentir aujourd'hui que des relations historiques très anciennes entre deux pays peuvent s'amplifier en regardant vers l'avenir. Eh bien ! Je veux qu'entre le Vietnam et la France, aucune chance d'amitié et de travail commun ne soit laissée de côté. Et c'est à vous, Mesdames et Messieurs, entrepreneurs vietnamiens et entrepreneurs français, c'est à vous qui me faites l'honneur de me recevoir que revient, en grande partie, le soin d'entraîner nos deux pays dans le sens de l'histoire en donnant de nouvelles impulsions à notre communauté de destins. Vive le Vietnam ! Vive la France.